

les finalités des organisations associées à la société civile.

Les chapitres d'études de cas régionaux (partie 2) sont parmi les plus significatifs pour évaluer la portée analytique du concept de société civile, notamment ceux portant sur des régimes politiques autoritaires. Les contextes politiques, sociaux et historiques sont ainsi abordés ensemble, compensant le biais anglo-américain de l'ouvrage. De nombreux chapitres appuient leur argumentation sur les cas britannique et américain, ce que M. Edwards reconnaît par ailleurs dans l'introduction. De ce point de vue, certaines notions sont un peu rapidement disqualifiées, en raison peut-être même de l'absence d'une véritable histoire intellectuelle du concept. Ainsi de la notion d'économie sociale, par exemple, qui a pourtant animé un débat sur les régimes fiscaux que l'Union européenne peut désormais appliquer aux associations.

Nathalie Berny -

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

Carrel (Marion) - *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.* - Lyon, ENS Éditions, 2013 (Gouvernement en question(s)). 274 p. Figures. Annexes. Bibliogr.

L'ouvrage de Marion Carrel, issu de sa thèse de doctorat en sociologie, porte sur les conditions d'exercice de la citoyenneté dans les quartiers populaires : « La condition de pauvre, couplée avec celle d'étranger ou d'immigré, résidant dans un quartier à mauvaise réputation, est-elle antinomique avec l'exercice de la citoyenneté ? » (p. 13). L'auteure s'intéresse plus précisément aux pratiques participatives dans la politique de la ville française, en abordant de manière conjointe « l'injonction participative » et les dynamiques d'*empowerment*. Une ethnographie des prises de parole d'habitants des quartiers d'habitat social dans différents contextes institutionnels et associatifs lui permet d'être « sensible aux apports potentiels de la participation, tout en prenant les inégalités sociales au sérieux », comme le remarque Nina Eliasoph dans la préface de l'ouvrage (p. 8).

Les deux premiers chapitres, focalisés sur l'offre institutionnelle et les obstacles à la participation, ne se distinguent pas tellement d'autres travaux menés sur la démocratie participative en France. On y retrouve l'hostilité majoritaire des

élus et des techniciens, qui « se nourrit d'une peur de perdre le contrôle des projets et d'une méfiance vis-à-vis des habitants, jugés incapables de se mettre à la hauteur de l'intérêt général » (p. 32). Malgré le caractère relativement daté de l'enquête (2001-2003), ces propos sont d'une redoutable actualité. L'observation d'une réunion publique à Grenoble, ville pourtant emblématique de la participation, montre de manière fine la place subalterne réservée aux habitants, lorsque les élus imposent le projet urbain sans expliciter leurs objectifs de mixité sociale, alors que les associations locales peinent à se faire entendre.

L'originalité de l'ouvrage réside davantage dans les deux chapitres suivants, qui portent sur des démarches permettant la sortie de cette « éclipse du public ». En s'inspirant des travaux de John Dewey, M. Carrel en trouve les clés dans l'enquête sociale, « cet accroissement de la connaissance et de la critique, qui permet au public de s'identifier et de s'organiser » (p. 124). Elle précise que ce processus peut être mené au sein de collectifs autonomes, mais aussi « suscité » par des interventions de consultants-militants de la démocratie participative. L'expérience des « groupes de qualification mutuelle », qui réunissent habitants des quartiers populaires et agents de base des services publics, est alors analysée en profondeur. En décryptant les interactions au sein de trois groupes sur le transport, le travail social et le logement social, M. Carrel souligne l'importance de l'expression du conflit dans l'interpellation des institutions et l'accroissement du pouvoir d'agir des habitants. Si des « amorces de politisation » sont ainsi repérées, des participants passant du « je subis » au « nous avons droit » (p. 160), la dynamique s'essouffle généralement une fois le dispositif terminé. Cette expérience, temporaire et minoritaire dans la politique de la ville, montre toutefois que « l'objectif de pacifier les relations entre agents et usagers et d'accroître l'efficacité du service peut ainsi aller de pair avec l'*empowerment* » (p. 172).

Ce cas est ensuite comparé aux méthodes de cinq autres collectifs qui cherchent également à faire participer les plus éloignés de la parole publique : Moderniser sans exclure, les Arpenteurs, l'Université du citoyen, ATD Quart Monde et la Compagnie Naje. Au-delà de leurs spécificités, ces « artisans de la participation » partagent des objectifs, des parcours, des méthodes (comme l'importance donnée au récit d'histoires personnelles), mais aussi des difficultés, à commencer

par l'épineuse articulation entre leur statut professionnel de consultant et leur vocation militante de transformation sociale. À l'issue de cette étude comparative, M. Carrel énonce cinq « conditions de félicité de la participation dans les quartiers d'habitat social » (p. 226-231), qui intéresseront autant les chercheurs que les acteurs impliqués dans des démarches participatives. Le premier point est la volonté politique et la clarification des buts poursuivis, tandis que le deuxième met l'accent sur la nécessité d'organiser une coproduction de l'enquête sociale qui s'inscrive dans la durée. En troisième lieu, l'auteure énumère une série d'objectifs liés à l'animation du dispositif : baisser les coûts d'entrée, lutter contre la confiscation de la parole, entrelacer sociabilité et politique, donner une place au discours d'ordre privé et émotif. On ne peut qu'adhérer au constat de la faiblesse de savoir-faire professionnels en la matière dans le contexte français. À ce propos, il est dommage que la comparaison internationale, qui permettrait de mieux connaître les compétences des « facilitateurs » du débat public, se restreigne dans l'ouvrage à une brève évocation d'un terrain hollandais et à des références sur le *community organizing* nord-américain. On aimerait également en savoir plus sur l'utilisation de supports non écrits, comme la vidéo ou le théâtre, qui sont présentés comme des moyens de démocratiser la délibération sans que l'ethnographie ne vienne ici appuyer l'analyse. Ce sont finalement deux conditions essentielles, l'articulation avec les mouvements sociaux et le lien des procédures participatives avec la décision, que l'auteure met en avant, avec comme finalité de « rechercher les moyens pour rendre la participation des pauvres moins improbable en démocratie, développer leur pouvoir d'agir, de parler et de prendre part aux débats et décisions qui les concernent » (p. 238). Cet ouvrage constitue une importante contribution pour avancer dans cette direction.

Héloïse Nez -

Université François Rabelais de Tours, CITERES

Quijoux (Maxime) - Néolibéralisme et autogestion.

L'expérience argentine. Préface de Paul Bouffartigue. - Paris, Éditions de L'HEAL, 2011 (Travaux et Mémoires. 85). 282 p. Illustrations. Bibliogr.

L'ouvrage de Maxime Quijoux se propose d'aborder les conditions historiques et sociales d'expériences autogestionnaires

vécues par des ouvriers au sein du monde entrepreneurial. L'auteur mobilise pour son propos une enquête de terrain de huit mois menée en plusieurs temps (entre février 2004 et 2010) au sein de deux usines « récupérées » par leurs travailleurs dans les années 2000 en Argentine suite à la précarisation du marché de l'emploi : Confec-tions Brukman, fondée dans les années 1950 et rebaptisée Coopérative 18 décembre lors d'une récupération fortement relayée par les médias, où une cinquantaine de « coopérativistes » continuent d'y fabriquer des costumes pour homme ; et de création plus récente, Global, devenue La Nueva Esperanza – petite usine de ballons de baudruche – dans laquelle le chercheur est parvenu à se faire embaucher comme salarié durant quatre mois. La négociation d'une position participante au sein de cette dernière lui permet de mener une « observation active » (p. 45) de la chaîne de production et, par là, d'appréhender les aspects objectifs et subjectifs de « relations professionnelles opaques » (p. 47). L'appréhension des pratiques d'autogestion se fait donc ici « par le bas », c'est-à-dire à l'échelle des interactions entre les travailleurs.

Dans la première partie de l'ouvrage (chapters 1 et 2), M. Quijoux présente la genèse de son enquête. Il insiste tout particulièrement sur les effets réflexifs de sa démarche empirique qui l'amènent rapidement à rompre avec un ensemble de discours savants et politiques enclins à ne voir dans la récupération des usines qu'un modèle de résistance au capitalisme. À travers les différentes places que lui assigne l'approche ethnographique, le chercheur se trouve également en mesure de ne pas céder aux illusions politiques et idéologiques d'une catégorie comme l'« autogestion » mais plus encore d'en mesurer la portée empirique dans et sur les pratiques. La deuxième partie du livre (chapters 3 et 4) est, elle, consacrée aux trajectoires biographiques et professionnelles de ces « autogestionnaires » dans les années 1990, lorsque les couches populaires sont exposées à un chômage de masse. Un ensemble de propriétés sociales concernant ces agents, telles que l'origine migrante, le faible capital scolaire, le parcours professionnel accidenté et surtout en dehors des secteurs industriels traditionnellement syndiqués, confirment que l'on a affaire à des groupes ouvriers démunis socialement et peu ou pas politisés. La domination se traduit dans leur rapport au travail par un « zèle » qui répond au modèle d'encadrement patronal paternaliste. C'est, en